

ENTRETIEN

RÉSISTER À L'ÉTOUFFEMENT DE LA PENSÉE NÉOLIBÉRALE



✍️ **GÉRARD NEYRAND**

Gérard Neyrand est sociologue et travaille depuis plus de quarante ans sur les articulations entre l'intime et les dispositifs sociaux-politiques, notamment dans la lignée de Karl Marx, Michel Foucault et Giorgio Agamben. Ses thèmes de recherche sont les corps, les liens régulés, normés, surveillés et construits, laissant de faibles marges de résistance et d'inventions subjectives. Il pratique une sociologie très tournée vers la psychologie et s'est intéressé à la parentalité et à la petite enfance, traversés selon lui par les avatars du néolibéralisme. Il nous accorde cet entretien à l'occasion de la parution de son dernier ouvrage intitulé Critique de la pensée positive.

Carnet Psy : Votre dernier ouvrage se situe dans la continuité de votre œuvre mais semble en même temps ouvrir de nouveaux chemins. Pourriez-vous nous raconter la genèse de ce livre, ses influences, et ce qui a fait sa nécessité ?

Gérard Neyrand : La genèse du livre s'ancre dans la présence de plus en plus envahissante du marketing et du discours de la marchandise, notamment la marchandisation de la parentalité qui passe par la prolifération des conseils aux parents sur les réseaux sociaux et la promotion des coachs parentaux. Cette idéologie vante les bienfaits d'une éducation et d'une parentalité « positives » oubliant l'importance des interdits pour le développement optimal de l'enfant, tout comme l'importance des sanctions éducatives. Pour les remplacer, ce sont des conseils, si ce n'est des injonctions, impossibles à mettre en œuvre et véritablement contre-productifs par rapport aux objectifs affichés de bienveillance. Ce discours à double détente me semble extrêmement pernicieux,

tant pour l'éducation à la citoyenneté, submergée par les injonctions consuméristes et la promotion d'un sujet néolibéral, que pour la formation des enfants et celle des adultes. Les parents sont confrontés à des discours qui les enjoignent à laisser tout faire à leurs enfants et à obéir à leur moindre demande, ce qui les insécurise profondément et laisse les parents épuisés, au bord du burn-out ou de la dépression parentale.

Vous avez réalisé une maîtrise de psychologie sous la direction de Roland Gori, suivi d'un DESS de psychopathologie dans les premières promotions de ce nouveau diplôme. Vous avez ensuite embrassé la carrière de sociologue avec un doctorat. Pourquoi avez-vous choisi de vous orienter vers cette discipline plutôt que de poursuivre en psychologie ?

Lorsque j'ai commencé mes études, j'étais très peu informé sur la psychologie. L'image que j'en avais renvoyée à une vulgarisation de l'approche clinique ●●●

La psychologie, grâce à la diffusion de ses contenus plus ou moins bien vulgarisés (...), est devenue le discours de référence dans l'espace social médiatique et propose une interprétation systématiquement individualiste des phénomènes, dédouanant en quelque sorte de toute critique sociale.

assez simpliste. Je fus donc troublé devant la grande diversité des approches psychologiques et déçu qu'on ne nous donne pas les moyens d'en avoir une vision synthétique, critique et épistémologique. Confronté à ce foisonnement d'approches divergentes, il était difficile de prendre du recul et de se situer au sein de ces multiples discours disparates et parfois conflictuels. Néanmoins, intéressé par le freudo-marxisme en mode à l'époque, ainsi qu'au renouvellement de la pensée critique avec Althusser ou Foucault, je me suis tourné vers les études de sociologie qui semblaient mieux répondre à mes attentes en matière de compréhension de la complexité de l'être humain. Au début de ma pratique de chercheur, j'ai surtout suivi une démarche sociologique dans les années 1980. À partir des années 1990, la recherche sur les lieux d'accueil enfants-parents s'inspirant de la Maison verte et la psychanalyse m'a amené à articuler les différentes dimensions de ma formation, en y ajoutant l'approche historique, la comparaison anthropologique, la réflexion philosophique, et, de plus en plus, la question du politique.

Dans votre ouvrage, vous remplacez la naissance et le développement de la psychologie positive dans le contexte d'une hégémonie de l'idéologie néolibérale. Vous établissez ainsi une relation entre le projet de la psychologie positive et celui du néolibéralisme

qui auraient pour objectif commun la constitution d'un sujet qui pense le changement social uniquement à travers un prisme individuel. Dans cette perspective, comment comprenez-vous les mouvements actuels autour de la prise en compte de la santé mentale dans les structures de socialisation primordiales comme l'école et l'entreprise ?

Effectivement, lorsque la psychologie positive se formalise à la fin du xx^e siècle, l'hégémonie néolibérale s'est déjà généralisée. Ce qui se voulait une nouvelle branche de la psychologie était en fait en symbiose avec cet ordre. Voulant promouvoir l'aspect positif de l'être humain, avec pour objectif de définir comment l'atteinte individuelle du bonheur est possible sans avoir à contester l'ordre social, elle s'appuyait sur le déni de la complexité de la vie psychique. Cela lui vaudra d'être soutenue par des fondations religieuses traditionalistes à coups de millions de dollars et lui permettra de faire une percée fulgurante, non sans être vigoureusement critiquée et contestée. Ainsi, le contexte épistémologique contemporain en sciences humaines et sociales est un véritable champ de bataille, qui rend délicates les entreprises réformistes dans une société comme la nôtre, déchirée entre son idéal démocratique et la gestion managériale que le politique promeut, dans un contexte de

renforcement de l'économie nationale au détriment de l'éducatif, du social et du soin. Cela produit un mouvement paradoxal de lutte contre les inégalités de santé sans vraiment reconnaître qu'elles découlent des inégalités tout court, en développant une rhétorique moralisante sur les meilleures façons dont les individus pourraient prévenir eux-mêmes les risques sanitaires. Ceci dédouane de s'attaquer véritablement aux contradictions sociales qui alimentent la production d'inégalités de santé, ainsi que la précarisation d'une partie croissante de la population. En conséquence, de plus en plus de personnes présentent des troubles divers, et des difficultés à s'adapter aux fonctionnements institutionnels. C'est le cas d'un nombre croissant d'enfants qui manifestent une « allergie à l'école », ou d'adultes dont la nouvelle culture d'entreprise est basée sur un management qui se veut bienveillant mais qui débouche souvent sur un burn-out professionnel.

Il y a 50 ans, le sociologue Robert Castel (1973) dénonçait l'emprise sociale de la psychanalyse dans son livre célèbre *Le Psychanalisme*. Pensez-vous qu'il y ait désormais l'emprise d'un « psychologisme » ?

Robert Castel développe dans cet ouvrage une sociologie critique du pouvoir psychiatrique et des institutions de soin, suivie dans ses travaux ultérieurs de l'analyse des processus de désaffiliation que subissent les victimes de l'individualisme négatif, à une époque de remise en cause de la protection sociale et la montée de l'insécurité sociale qu'elle autorise. Aujourd'hui, ce n'est plus, comme à cette époque, la psychanalyse qui menace d'une emprise hégémonique le champ de l'action sociale mais le psychologisme et le biologisme dans le traitement des phénomènes humains. La psychologie, grâce à la diffusion de ses contenus plus ou moins bien vulgarisés par le biais des médias et l'attrait qu'elle peut représenter pour les sujets néolibéraux, est devenue le discours de référence dans l'espace social médiatique et propose une interpré-

tation systématiquement individualiste des phénomènes, dédouanant en quelque sorte de toute critique sociale. C'est l'apparition dans les grandes entreprises des « chief happiness officers », ces managers qui ne veulent que votre bien, prônant un investissement personnel tellement important qu'il est, paradoxalement, générateur de souffrance au travail. De même, les enfants surprotégés dans leur famille et de moins en moins encadrés par leurs parents vont manifester une difficulté à s'adapter aux contraintes de la vie collective et exprimer une phobie scolaire de plus en plus fréquente, creusant un peu plus le hiatus entre l'école et les parents.

Si l'on suit votre pensée, ce double risque, psychologisme et biologie, sont deux aspects d'une même pièce, celle de l'exonération d'une réflexion sur la question sociale, voire de la préservation de l'ordre social, est-ce bien cela ?

Il s'agit de transformer la façon même dont les individus peuvent concevoir leur place dans la société par un véritable travail idéologique de subjectivation individualiste néolibéral, qui les amène à ne plus se définir que par des critères personnels, qu'ils soient biologiques (la génétique, le cerveau) ou psychologiques (les comportements, les identités). Cela permet d'évacuer la référence gênante aux pulsions et à l'inconscient, plus ou moins difficiles à contrôler pour tout un chacun, ainsi qu'aux déterminations sociales qui définissent les places et les possibilités d'évolution personnelle au sein de la société. L'individu est alors renvoyé à lui-même par un discours qui l'isole et l'incite à travailler sur lui pour se satisfaire, voire pour se guérir des troubles qu'il ressent par le biais de reconditionnements ou d'ingestion des nouvelles molécules pharmaceutiques. En cela, la pensée positive est une véritable idéologie, une interprétation orientée de l'ordre social et générée pour légitimer le pouvoir social en place dans les sociétés capitalistes contemporaines. C'est d'autant plus efficace qu'il ne s'agit pas d'une démarche volontariste mais d'un effet de structure.

En quoi la focalisation sur l'individu dans une approche psychologisante de la souffrance sociale redéfinirait-elle, selon vous, les rapports de responsabilité face à des enjeux collectifs contemporains comme la crise environnementale par exemple ?

Il s'agit certainement de moderniser des procédures de contrôle social, auparavant coercitives, aujourd'hui suggestives, qui peuvent utiliser l'approche individuelle pour psychologiser la souffrance sociale. Si la psychologie positive s'est formalisée à la fin du XXe siècle, ce n'est pas un hasard. Elle correspondait à la volonté de légitimer un ordre social mettant en avant l'individu, et son pouvoir d'agir sur lui-même plutôt que sur la société. L'exemple de l'éco-anxiété est très illustratif. Cette façon de traiter le risque écologique contemporain en le renvoyant aux effets psychiques produits sur l'individu participe d'une lecture psycho-individualiste qui attend des réponses venant des sujets individuels et non des organisations collectives. Certes, insister sur la prise en compte par chacun de la réponse au risque écologique est important, mais cela ne doit pas dédouaner les États ni les collectivités de l'organisation des réponses à apporter, et de l'effort collectif à réaliser. Ce qui est mis en avant, c'est la figure du consommateur comme modèle d'un sujet néolibéral intégré au système et visant sa reproduction. En cela, cette idéologie est profondément traditionaliste car elle s'appuie sur un

mixte de croyances d'inspiration religieuse en la positivité de l'homme et la référence à une méthodologie copiée sur les sciences exactes comme gage de sa « scientificité ». C'est ce qu'on appelle l'evidence based, ou la démonstration par la preuve, mais elle n'est pas adéquate à la démarche des sciences humaines et sociales dont les phénomènes ne sont ni isolables ni reproductibles en laboratoire.

Votre proposition qui suppose des sujets consommateurs comme passifs n'évacuerait-elle pas trop les ambiguïtés ou l'éventuelle clairvoyance/jouissance de ces derniers ?

Cette analyse n'implique pas que les sujets soient vus comme des consommateurs passifs. Dans ma mise en évidence de l'emprise du néolibéralisme sur l'idéologie consumériste, je ne conteste pas que chacun puisse y trouver une certaine jouissance, ni que beaucoup s'insurgent contre cette emprise trop pesante d'un discours publicitaire qui trouve ses expressions aussi bien dans la logique de promotion des marchandises que dans celle du mode de vie individualiste qu'il alimente. Il ne s'agit donc pas de présenter les membres de nos sociétés comme des consommateurs sans discernement mais plutôt comme des sujets pris dans un mouvement culturel qui les dépasse, et dont ils peuvent jouir tout en s'insurgeant contre ses excès, ou en essayant d'y échapper sans vraiment y parvenir. La difficulté de cette position critique et réflexive est qu'elle se confronte à ●●●

Il s'agit de transformer la façon même dont les individus peuvent concevoir leur place dans la société par un véritable travail idéologique de subjectivation individualiste néolibéral, qui les amène à ne plus se définir que par des critères personnels.

Ce retour infantile à une toute-puissance archaïque fantasmée et à la volonté d'emprise qui l'accompagne est très difficile à contrecarrer rationnellement. Il s'insinue en nous, en nous flattant.

une logique omniprésente et toujours réitérée, à laquelle on ne peut véritablement échapper, même si on le souhaite. Cette logique, sur le plan du psychisme, trouve à s'appuyer sur la division du sujet humain et sur son caractère éminemment contradictoire tout autant que socialement surdéterminé. Mon livre exprime cette tentative de résistance, mais j'ai bien conscience qu'il s'agit d'une goutte d'eau critique dans un océan néolibéral...

Enfin, ces réflexions posent la question de « notre » participation fantasmatique à ces discours ; quel intérêt y trouvons-nous ? Pensez-vous que nous sommes sécurisés par ces formes d'explications simplistes ?

Ce qui fait la force des propositions néolibérales, c'est qu'elles flattent aussi bien notre souhait de vivre des choses positives que notre tendance à se laisser porter par un discours ubiquitaire qui nous prend en charge au niveau imaginaire en nous proposant un ordre du monde extrêmement structuré. On ne peut échapper à la logique positiviste d'une publicité omniprésente qui nous incite à « jouir sans entraves », ni à la prolifération des propositions d'épanouissement personnel qui ont envahi les réseaux sociaux et flatte notre addiction au smartphone ainsi qu'aux dispositifs médiatiques de l'hypermodernité contemporaine. Comment échapper au bain culturel qui nous entoure, qui nous

somme de nous réaliser, et qui nous propose de multiples moyens pour le faire ? Ce retour infantile à une toute-puissance archaïque fantasmée et à la volonté d'emprise qui l'accompagne est très difficile à contrecarrer rationnellement. Il s'insinue en nous, en nous flattant. On est vraiment dans l'ère de la persuasion clandestine, comme l'aurait dit Vance Packard qui, dès la fin des années 1950, avait anticipé la société ainsi produite, un mixte de Huxley (Le meilleur des Mondes) et d'Orwell (1984) en quelque sorte...

N'y a-t-il pas un risque de simplification à parler de néolibéralisme comme un concept unifié, ou du moins le risque de prêter le flanc à une suspicion de militantisme ?

Bien sûr, le néolibéralisme prend des formes multiples et complexes, historiquement datées et spatialement marquées. Il n'était pas le même à sa création à la sortie de la guerre, au milieu des années 1970 – où, grâce au choc pétrolier, il va devenir la théorie de référence – ni aujourd'hui à l'ère des médias numériques et des GAFAM. De même, le néolibéralisme américain, idéal-typique en quelque sorte, est différent de celui qui fonctionne en France, où la tradition d'un État social fort lui résiste quelque peu. Il s'adapte donc au contexte, ce qui est la grande force de la logique capitaliste : elle est capable de digérer les évolutions et les résistances à son égard, comme l'a bien montré l'assimilation marchande

de la contre-culture des années 1970. Je ne suis pas dans une démarche militante, trop simplificatrice par définition, mais dans la reconnaissance de la complexité d'un monde qui apparaît de plus en plus incertain et pour lequel il peut être utile de trouver des clés d'interprétation. Car le risque est bien de vouloir cautionner le monde tel qu'il est par une idéologie du « bonheur à tout prix », qui s'appuie sur une volonté de le légitimer de façon « scientifique ». Là aussi, l'entreprise de mystification est maximale, alors même qu'elle n'est pour beaucoup pas consciente, car la logique de la preuve expérimentale sollicitée, issue de la démarche méthodologique des sciences exactes, n'est pas applicable aux sciences humaines et sociales (Briffaut, 2016). Les faits humains ne sont ni isolables, ni reproductibles en laboratoire. Ils nécessitent une méthodologie qui leur est spécifique mais le discours de vulgarisation prônant la « démonstration par la preuve » empruntée aux sciences de la nature a une efficacité rhétorique indéniable dans les médias. Les citoyens, et particulièrement les parents, s'enfoncent d'autant plus dans l'incertitude. En ce sens, cette rhétorique scientifique est éminemment politique, dans une perspective conservatrice, contrairement à la pseudo-objectivité qu'elle affiche.

Vous êtes centré sur le monde de la petite enfance, objet de toutes les attentions, mais qu'en est-il de la positivité dans le monde du travail social ?

Il n'est pas étonnant que le travail social soit en crise, ainsi que l'éducation ou le soin, car ces domaines renvoient au « care », au prendre soin, tant au niveau physique que psychique et social, et sont par définition non directement productifs, donc socio-politiquement discrédités. La baisse de leur attractivité s'exprime dans le déficit de candidatures à ces emplois et renvoie à la crise de la solidarité démocratique qu'induit la logique individualiste et positiviste d'aujourd'hui. Alors même que la logique sociale contemporaine entraîne un accroissement des

inégalités et du nombre de précaires, les discours dominants proposent de remédier aux souffrances psychiques induites par un travail sur soi... Ce qui rend quelque peu délicate la position des thérapeutes individuels que sont les psychologues, et plus globalement l'utilisation tendancielle de la psychologie comme science légitimant un tel système. D'où l'importance, bien sûr, de la réflexion éthique et des organisations collectives.

Qu'est-ce qui vous semble fondamental à créer ou à penser pour sortir de cet ordre néolibéral et de cette injonction à la positivité ? Comment pouvons-nous résister, conscientiser, inventer collectivement autre chose ?

J'ai l'impression d'être dans la position d'un lanceur d'alerte, qui a conscience de la force du processus d'enfermement idéologique que notre société soutient, mais qui rappelle qu'il existe des possibilités d'y résister, sans savoir véritablement ce qu'il faudrait pour le contrecarrer. La logique de ce discours est tellement forte qu'il apparaît difficile de s'y opposer, tant elle s'appuie sur un ordre économique qui a annexé le pouvoir politique – ce qui est la caractéristique du néolibéralisme nous disait Foucault et Bourdieu ; en même temps, la conscience critique à son égard est très présente, notamment dans notre société française où la tradition révolutionnaire a insisté sur la mise en place d'une citoyenneté appuyée sur la valorisation de la démocratie, et ses valeurs d'égalité et de solidarité alors que l'idéal méritocratique individualiste ne reconnaît que la liberté. La vitalité des associations qui composent la société civile constitue une possibilité importante de résistance à une telle logique, insupportable dans sa volonté d'hégémonie pour un nombre croissant de personnes. Les chercheurs et praticiens en sciences humaines ont sans doute, eux aussi, une place importante à occuper dans ce mouvement de résistance, dans l'attente que le mouvement s'inverse, peut-être sous l'impact croissant des contraintes écologiques que notre monde subit de plus en plus.

L'inversion du mouvement équivaudrait alors à ce que les individus soient en capacité d'accepter davantage les limites, les failles, la possibilité de la malchance, dans une démarche qui tiendrait également du deuil de l'idéal – ou le remplacement d'un idéal par un autre. À l'heure actuelle, voyez-vous des courants ou contre-courants dans nos sociétés contemporaines qui pourraient porter une telle dynamique, et qui vous donnent des raisons d'espérer un changement social ?

Certainement. L'être humain est confronté à sa faillibilité, à sa division et son ambivalence, et le dénier comme le fait le discours positiviste l'enferme un peu plus dans ses contradictions et leur refoulement. Pour autant, faut-il en conclure au deuil de l'idéal ? Je ne le pense pas, l'utopie est peut-être aujourd'hui d'autant plus nécessaire pour résister à l'étouffement de la pensée que porte la logique néolibérale, et à une violence du monde alimentée aussi bien par les humains que par les messages que nous envoie la nature, par l'accélération des catastrophes. Bien que désordonnées et épisodiques, les résistances socio-politiques à la pensée unique, la vitalité de la société civile et l'importance croissante du mouvement écologique peuvent nous laisser penser que tout n'est pas perdu. ■

BIBLIOGRAPHIE

- Briffaut, X., 2016. *Santé mentale, santé publique. Un pavé dans la mare des bonnes intentions*, Grenoble, Pug.
- Castel, R., 1973. *Le Psychanalyste*, Paris, Flammarion, 1980.

✍️ **Propos recueillis par**

DAMIEN ANDRÉ

Psychologue clinicien, psychothérapeute, doctorant CRPCC, Université Lyon 2

VIOLEINE ARDAGNA

Sociologue clinicienne, du travail et des organisations, doctorante Centre Max Weber, Université Lyon 2

FRÉDÉRIQUE ANNE RAY

Psychologue, psychothérapeute, docteure en psychologie sociale, chercheuse associée au laboratoire Epsilon, Université Paul Valéry Montpellier 3, chargée d'enseignement à l'École des psychologues praticiens de Lyon CRPCC, Université Lyon 2

GÉRARD NEYRAND

CRITIQUE DE LA PENSÉE POSITIVE

HEUREUX À TOUT PRIX ?

érès

GÉRARD NEYRAND

CRITIQUE DE LA PENSÉE POSITIVE ET UN VISUEL

ÉRÈS, 2024, 23 €